



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 57.724/2
du 25 juin 2015

sur

un avant-projet de loi
'modifiant certaines
dispositions relatives aux
pensions du secteur public'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 57.724/2
van 25 juni 2015

over

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van verschillende
bepalingen betreffende de
pensionen van de publieke
sector'

Le 19 juin 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Pensions à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi 'modifiant certaines dispositions relatives aux pensions du secteur public'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 25 juin 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 juin 2015.

*

Op 19 juni 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Pensioenen verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende de pensioen van de publieke sector'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 25 juni 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 juni 2015.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'espèce, la lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par le fait qu'il faut d'une part mettre un terme le plus tôt possible à l'interdiction de cumul entre une pension pour cause d'incapacité physique et un revenu de remplacement et d'autre part rétablir l'octroi de limites préférentielles aux seuls pensions accordées d'office pour raisons d'âge. Un grand nombre de dossiers sont actuellement bloqués dans l'attente de l'adoption de l'avant-projet de loi ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

En vertu de l'article 9, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, les arrêts d'annulation rendus par la Cour constitutionnelle ont l'autorité absolue de chose jugée à partir de leur publication au *Moniteur belge*. L'annulation a par ailleurs un effet rétroactif *erga omnes*, ce qui implique que la norme annulée, ou la partie annulée de la norme, doit être considérée comme n'ayant jamais existé.

L'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 158/2014 du 30 octobre 2014 annule les mots « pour une raison autre que l'incapacité physique » dans l'article 81, a), de la loi-programme du 28 juin 2013, pour les raisons suivantes :

« B.6. L'exclusion du régime plus favorable de cumul attaquée repose sur le motif pour lequel l'agent n'ayant pas encore atteint l'âge de 65 ans est mis à la retraite d'office. Les personnes mises à la retraite d'office pour le motif que la loi ou la réglementation prévoit une mise à la retraite, pour la catégorie d'agents à laquelle elles appartiennent, à un âge antérieur à 65 ans bénéficient du régime plus favorable alors que les personnes mises à la retraite d'office pour cause d'incapacité physique ne bénéficient pas de ce régime plus favorable. Dès lors, les premières peuvent cumuler leur pension de retraite avec un revenu professionnel jusqu'à 21 865,23 euros ou 17 492,17 euros alors que les secondes ne peuvent cumuler leur pension de retraite avec un revenu professionnel que jusqu'à 7 570,00 euros ou 6 056,01 euros.

B.7.1. Une différence de traitement entre les personnes mises à la retraite d'office pour cause d'incapacité physique ou pour une autre cause était déjà établie par la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement (article 4, § 4, remplacé par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 décembre 2002 apportant diverses modifications à la loi du 5 avril 1994, et article 5), abrogée par l'article 99 de la loi-programme du 28 juin 2013.

Cette différence de traitement trouve son origine dans l'arrêté royal du 13 avril 1982 portant exécution de l'article 11 de la loi-programme du 2 juillet 1981, qui établissait une sanction moins sévère, en cas de dépassement des plafonds de revenus autorisés, pour les personnes mises à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans, à

l'exclusion des personnes mises à la retraite d'office avant cet âge pour cause d'incapacité physique.

B.7.2. L'exclusion des personnes mises à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour cause d'incapacité physique du régime favorable de cumul de la pension avec un revenu professionnel n'a pas été justifiée lors des travaux préparatoires de la loi-programme attaquée. Elle n'avait pas non plus été justifiée lors des travaux préparatoires de la loi du 5 avril 1994 précitée.

B.7.3. Par ailleurs, la mesure attaquée ne poursuit pas un objectif de sauvegarde du régime des pensions ou de la sécurité sociale. En effet, comme la Cour l'a jugé par son arrêt n° 176/2008 du 3 décembre 2008, 'ce problème [faire en sorte d'éviter qu'une pension de retraite ou de survie puisse être perçue en même temps que d'autres revenus de remplacement, afin de ne pas compromettre la viabilité du régime de la sécurité sociale en général et de celui des pensions en particulier] ne se pose pas lorsque c'est l'exercice autorisé d'une activité professionnelle limitée qui procure un revenu complémentaire au bénéficiaire d'une pension de retraite ou de survie, étant donné que cette activité professionnelle ne porte pas préjudice au régime de la sécurité sociale, voire contribue, le cas échéant – de façon modérée certes – au financement de celui-ci' (B.4).

B.8.1. Le critère tiré du motif de la mise à la retraite anticipée est objectif. La Cour doit encore examiner si ce critère est pertinent.

Les deux catégories de personnes mises à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans se trouvent dans une situation semblable dans la mesure où elles sont retraitées, pour une raison indépendante de leur volonté, à un âge auquel les autres agents peuvent encore travailler et jouir des revenus de leur travail. Par ailleurs, ces deux catégories de personnes sont autorisées à exercer, en cumul avec leur pension de retraite, une activité leur procurant un revenu professionnel ne dépassant pas certains plafonds. Enfin, ces deux catégories de personnes se voient appliquer, pour les années postérieures à celle au cours de laquelle elles atteignent l'âge de 65 ans, le même régime en ce qui concerne les plafonds de revenus à ne pas dépasser.

B.8.2. Au regard de l'objectif poursuivi par l'autorisation de cumul d'une pension de retraite ou de survie avec un revenu professionnel, tel qu'il est rappelé en B.5.1, les agents mis d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour une raison indépendante de leur volonté se trouvent, pour les motifs indiqués en B.8.1, dans une situation identique. Dès lors, il n'est pas justifié d'exclure du régime préférentiel de cumul les agents qui ont été mis à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour cause d'incapacité physique et qui ont la volonté et la possibilité – ce qui dépend de la situation personnelle et médicale de chaque personne – d'acquiescer un revenu professionnel.

B.9. L'exclusion du régime favorable de cumul des agents mis d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour cause d'incapacité physique a en outre des conséquences disproportionnées dès lors que ces personnes ne bénéficient pas, par hypothèse, d'une pension complète et risquent donc de se trouver dans une situation précaire. Il en va d'autant plus ainsi qu'en vertu de l'article 91 de la loi-programme du 28 juin 2013, il leur est désormais interdit de cumuler leur pension de retraite avec un revenu de remplacement, tel qu'une indemnité d'invalidité.

B.10. Enfin, l'article 115, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier dispose :

'Sauf exceptions établies ci-après, le droit à une pension de retraite ne peut naître avant le premier du mois qui suit celui où les personnes mentionnées à l'article 113 atteignent l'âge de 65 ans.'

Pour les militaires et les membres du corps de Gendarmerie, et jusqu'à ce qu'il y soit pourvu autrement, le droit existe au moment où ils atteignent la limite d'âge prévue par les dispositions en vigueur avant le 1^{er} janvier 1961'.

Il résulte de cette disposition que l'hypothèse de la mise à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour une autre cause que l'incapacité physique ne concerne, actuellement, que les militaires, ce qui explique que la justification de l'amendement citée en B.5.2 vise cette catégorie de personnes. Il en découle que la disposition attaquée n'est applicable, en l'état, qu'aux militaires. En revanche, l'hypothèse de la mise à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour cause d'incapacité physique peut se présenter pour toutes les catégories d'agents visées par la disposition attaquée. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, l'annulation des mots 'pour une raison autre que l'incapacité physique' n'a pas pour conséquence de créer une différence de traitement entre les militaires mis à la retraite d'office pour cause d'incapacité physique et les autres agents mis à la retraite d'office pour la même cause.

B.11. Le recours est fondé. Il y a lieu d'annuler, dans l'article 81, a), de la loi-programme du 28 juin 2013, les mots 'pour une raison autre que l'incapacité physique' ».

Avant cette annulation, l'article 81, a), de la loi-programme du 28 juin 2013, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013, visait « les pensions de retraite accordées aux personnes qui ont été mises d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour une raison autre que l'incapacité physique ».

Les articles 5 et 6 de l'avant-projet remplaceraient, avec effet rétroactif le 1^{er} janvier 2013, cet article 81, a), par le texte suivant : « a) les pensions de retraite accordées aux personnes qui ont été mises d'office à la retraite avant 65 ans pour cause de limite d'âge ; », ce qui est seulement une autre manière de viser les militaires mis d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour une raison autre que l'incapacité physique.

Même si la formulation est différente, la disposition en projet est sur le fond identique à celle annulée par la Cour constitutionnelle. Le commentaire de l'article le confirme en précisant que « le but de l'article 5 est de revenir à la situation existante avant l'arrêt de la Cour ».

Certes, en ce qui concerne les règles applicables aux personnes pensionnées avant l'âge de 65 ans pour cause d'incapacité physique, la loi en projet supprime l'interdiction de cumul entre une pension de retraite et un revenu de remplacement, tel qu'une indemnité d'invalidité.

Toutefois, si la Cour a pris en considération cette interdiction, au point B.9, pour juger que l'exclusion du régime favorable de cumul des agents mis d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour cause d'incapacité physique avait « en outre des conséquences disproportionnées », c'est à titre surabondant puisqu'elle a considéré au point B.8.2 que cette exclusion n'était pas justifiée au regard de l'objectif poursuivi par la législation.

Par ailleurs, le commentaire de l'article n'avance aucun élément nouveau susceptible de modifier le jugement d'inconstitutionnalité. En particulier, l'argument avancé dans le commentaire des articles, selon lequel « il serait d'ailleurs quelque peu contradictoire d'une part de constater que des personnes sont médicalement incapables à poursuivre leur carrière, et d'autre part, une fois ces personnes pensionnées, de les inciter à travailler en leur octroyant un

régime de cumul plus favorable » va directement à l'encontre de l'appréciation faite par la Cour selon laquelle, « il n'est pas justifié d'exclure du régime préférentiel de cumul les agents qui ont été mis à la retraite d'office avant l'âge de 65 ans pour cause d'incapacité physique et qui ont la volonté et la possibilité – ce qui dépend de la situation personnelle et médicale de chaque personne – d'acquiescer un revenu professionnel ».

Dans ces conditions, en rétablissant la disposition annulée, la loi en projet méconnaît l'autorité de la chose jugée par la Cour constitutionnelle, et s'expose non seulement à une nouvelle annulation, mais également à une suspension sur la base de l'article 20, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 'sur la Cour constitutionnelle', en vertu duquel, à la demande d'une partie requérante, la Cour peut suspendre une loi si celle-ci est identique ou similaire à une norme déjà annulée par la Cour constitutionnelle.

Ces articles 5 et 6 doivent par conséquent être omis.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief aldus:

“L’urgence est motivée par le fait qu’il faut d’une part mettre un terme le plus tôt possible à l’interdiction de cumul entre une pension pour cause d’inaptitude physique et un revenu de remplacement et d’autre part rétablir l’octroi de limites préférentielles aux seuls pensions accordées d’office pour raisons d’âge. Un grand nombre de dossiers sont actuellement bloqués dans l’attente de l’adoption de l’avant-projet de loi”.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Krachtens artikel 9, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 hebben de door het Grondwettelijk Hof gewezen vernietigingsarresten een absoluut gezag van gewijsde zodra ze in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt. Voorts heeft een vernietiging terugwerkende kracht *erga omnes*, wat betekent dat de vernietigde norm of het vernietigde gedeelte van de norm geacht moet worden nooit te hebben bestaan.

Bij arrest nr. 158/2014 van het Grondwettelijk Hof van 30 oktober 2014 worden in artikel 81, a), van de programmawet van 28 juni 2013 de woorden “om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid” om de volgende redenen vernietigd:

“B.6. De bestreden uitsluiting van de gunstigere cumulatieregeling berust op de redenen waarom de ambtenaar die de leeftijd van 65 jaar nog niet heeft bereikt ambtshalve op rust wordt gesteld. De personen die ambtshalve op rust worden gesteld om de reden dat de wet of de regelgeving, voor de categorie van ambtenaren waartoe zij behoren, voorziet in een opruststelling op een leeftijd vóór 65 jaar, genieten de gunstigere regeling, terwijl de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op rust worden gesteld die gunstigere regeling niet genieten. Derhalve kunnen de eersten hun rustpensioen met een beroepsinkomen cumuleren tot 21 865,23 euro of 17 492,17 euro, terwijl de tweeden hun rustpensioen slechts met een beroepsinkomen kunnen cumuleren tot 7 570,00 euro of 6 056,01 euro.

B.7.1. Een verschil in behandeling tussen de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid of om een andere reden ambtshalve op rust zijn gesteld was reeds ingesteld bij de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen (artikel 4, § 4, vervangen bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 december 2002 houdende diverse wijzigingen aan de wet van 5 april 1994, en artikel 5), opgeheven bij artikel 99 van de programmawet van 28 juni 2013.

Dat verschil in behandeling vindt zijn oorsprong in het koninklijk besluit van 13 april 1982 tot uitvoering van artikel 11 van de programmawet van 2 juli 1981, dat voor de personen die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld, met uitzondering van de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór die leeftijd ambtshalve op rust zijn gesteld, een minder strenge sanctie instelde in geval van overschrijding van de toegelaten inkomensplafonds.

B.7.2. De uitsluiting van de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld, van de gunstige regeling inzake cumulatie van het pensioen met een beroepsinkomen is bij de parlementaire voorbereiding van de bestreden programmawet niet verantwoord. Zij werd evenmin verantwoord bij de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 5 april 1994.

B.7.3. Daarenboven wordt met de bestreden maatregel niet een doelstelling van vrijwaring van het stelsel van de pensioenen of van de sociale zekerheid nagestreefd. Immers, zoals het Hof heeft geoordeeld bij zijn arrest nr. 176/2008 van 3 december 2008, doet 'die zorg [te vermijden dat een rust- of overlevingspensioen gelijktijdig met andere vervangingsinkomens zou kunnen worden genoten, om aldus de betaalbaarheid van het stelsel van de sociale zekerheid in het algemeen en van de pensioenen in het bijzonder niet in het gedrang te brengen] [...] zich niet voor in zoverre door een beperkte toegelaten arbeid een bijkomend inkomen zou worden gegenereerd door de genietter van een rust- of overlevingspensioen, vermits die arbeid het socialezekerheidsstelsel niet bezwaart maar in voorkomend geval zelfs - weliswaar in beperkte mate - bijdraagt tot de financiering ervan' (B.4).

B.8.1. Het criterium dat is afgeleid uit de reden van de vervroegde opruststelling is objectief. Het Hof dient nog te onderzoeken of dat criterium relevant is.

Beide categorieën van personen die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust worden gesteld bevinden zich in een soortgelijke situatie in zoverre zij, om een reden die onafhankelijk is van hun wil, op rust worden gesteld op een leeftijd waarop de andere ambtenaren nog kunnen werken en nog de inkomsten van hun arbeid kunnen genieten. Daarenboven mogen die beide categorieën van personen, in cumulatie met hun rustpensioen, een activiteit uitoefenen die hun een beroepsinkomen verschaft dat bepaalde plafonds niet overschrijdt. Ten slotte wordt op die beide categorieën van personen, voor de jaren na het jaar waarin zij de leeftijd van 65 jaar bereiken, dezelfde regeling toegepast wat betreft de inkomensplafonds die niet mogen worden overschreden.

B.8.2. Ten aanzien van de doelstelling die wordt nagestreefd met de machtiging tot cumulatie van een rust- of overlevingspensioen met een beroepsinkomen, zoals die doelstelling in B.5.1 in herinnering is gebracht, bevinden de ambtenaren die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust worden gesteld om een reden die onafhankelijk is van hun wil, zich om de in B.8.1 aangegeven redenen in een identieke situatie. Derhalve is het niet verantwoord de ambtenaren die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld en die de wil en de mogelijkheid hebben – hetgeen afhangt van de persoonlijke en medische situatie van elke persoon – om een beroepsinkomen te verwerven, van de preferentiële cumulatieregeling uit te sluiten.

B.9. Het feit dat de ambtenaren die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld van de gunstige cumulatieregeling worden uitgesloten, heeft bovendien onevenredige gevolgen aangezien die personen per definitie geen volledig pensioen genieten en dus het risico lopen zich in een kwetsbare situatie te bevinden. Dat geldt des te meer omdat het hun krachtens artikel 91 van de programmawet van 28 juni 2013 voortaan verboden is hun rustpensioen te cumuleren met een vervangingsinkomen, zoals een invaliditeitsuitkering.

B.10. Ten slotte bepaalt artikel 115, eerste en tweede lid, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel:

‘Behoudens de hierna opgegeven uitzonderingen, mag het recht op een rustpensioen niet ontstaan vóór de eerste van de maand die volgt op deze waarin de in artikel 113 vermelde personen de leeftijd van 65 jaar bereiken.

Voor de militairen en de leden van het Rijkswachtkorps, en totdat hierin op een andere wijze zal worden voorzien, bestaat het recht op het ogenblik dat zij de leeftijdsgrens bereiken, voorzien bij de bepalingen die vóór 1 januari 1961 van kracht waren’.

Uit die bepaling volgt dat het geval van de ambtshalve opruststelling vóór de leeftijd van 65 jaar om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid thans slechts de militairen betreft, hetgeen verklaart dat de in B.5.2 aangehaalde verantwoording van het amendement die categorie van personen beoogt. Daaruit vloeit voort dat de bestreden bepaling in haar huidige staat slechts van toepassing is op de militairen. Daarentegen kan het geval van de ambtshalve opruststelling vóór de leeftijd van 65 jaar wegens lichamelijke ongeschiktheid zich voordoen voor alle bij de bestreden bepaling beoogde categorieën van ambtenaren. In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad betoogt, heeft de vernietiging van de woorden ‘om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid’ niet tot gevolg een verschil in behandeling tussen de militairen die wegens lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op rust worden gesteld en de andere ambtenaren die om dezelfde reden ambtshalve op rust worden gesteld, in het leven te roepen.

B.11. Het beroep is gegrond. In artikel 81, a), van de programmawet van 28 juni 2013 dienen de woorden ‘om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid’ te worden vernietigd”.

Vóór die vernietiging had artikel 81, a), van de programmawet van 28 juni 2013, die op 1 januari 2013 in werking is getreden, betrekking op “[rustpensioenen] toegekend aan een persoon die om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust gesteld werd”.

De artikelen 5 en 6 van het voorontwerp zouden dat artikel 81, a), met terugwerking tot 1 januari 2013 vervangen als volgt: “a) een rustpensioen toegekend aan een persoon die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust werd gesteld wegens leeftijdsgrens;”, wat niets meer is dan een andere manier om te verwijzen naar de militairen die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve worden gepensioneerd om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid.

De formulering is weliswaar verschillend maar de ontworpen bepaling is inhoudelijk identiek aan de bepaling die door het Grondwettelijk Hof is vernietigd. In de bespreking van het artikel wordt dat bevestigd door de volgende precisering: “Het doel van artikel 5 is dus om terug te komen tot de situatie zoals deze bestond vóór het arrest van het Hof”.

Wat betreft de regels die gelden voor personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar worden gepensioneerd, houdt de ontworpen wet weliswaar de opheffing in van het verbod om een rustpensioen te cumuleren met een vervangingsinkomen, zoals een invaliditeitsuitkering.

Het Hof heeft dat verbod in punt B.9 weliswaar in aanmerking genomen teneinde te oordelen dat het feit dat de ambtenaren die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld van de gunstige cumulatieregeling worden uitgesloten, “bovendien onevenredige gevolgen” heeft, maar het Hof heeft dat ten overvloede gedaan; in punt B.8.2 heeft het Hof immers al geoordeeld dat die uitsluiting niet verantwoord is ten aanzien van doelstelling die de wetgever nastreeft.

Voorts brengt de bespreking van het artikel geen enkel nieuw gegeven naar voren op basis waarvan het oordeel inzake de ongrondwettigheid zou kunnen worden herzien. Het argument dat, in de bespreking van de artikelen naar voren wordt geschoven, dat “[h]et (...) overigens enigszins tegenstrijdig [zou] zijn om enerzijds vast te stellen dat personen medisch ongeschikt worden bevonden om hun loopbaan verder te zetten en anderzijds, eens deze personen zijn gepensioneerd, hen aan te moedigen te werken door hen een gunstiger cumulatierégime toe te kennen” is, in het bijzonder, helemaal in strijd met de beoordeling van het Hof, die luidt als volgt: “het [is] niet verantwoord de ambtenaren die wegens lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld en die de wil en de mogelijkheid hebben - hetgeen afhangt van de persoonlijke en medische situatie van elke persoon - om een beroepsinkomen te verwerven, van de preferentiële cumulatieregeling uit te sluiten”.

Daar de ontworpen wet de vernietigde bepaling herstelt, gaat ze bijgevolg voorbij aan het gezag van hetgeen het Grondwettelijk Hof gewezen heeft, en loopt ze het risico op een nieuwe vernietiging en bovendien op een schorsing op grond van artikel 20, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 ‘op het Grondwettelijk Hof’, krachtens welke bepaling het Hof een wet op vordering van een verzoekende partij kan schorsen indien die wet identiek is met of sterk gelijkt op een reeds door het Grondwettelijk Hof vernietigde norm.

De artikelen 5 en 6 moeten bijgevolg worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT